



Mars 2009 / n°3

Network News



Publié par le Secrétariat du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale – 66 avenue d'Iéna 75116 Paris France – Tel +33 1 40 69 31 63
Fax +33 1 40 69 31 34 – Mail secretariat@pnowb.org – Website <http://www.pnowb.org> – Credits photos couverture : Banque mondiale et Assemblée Nationale

EDITION SPECIALE CRISE

Sommaire

- Page 1 : Message de **Hugh Bayley**
- Page 2 : Une Banque pour le monde,
par **Douglas Alexander**
- Page 3 : Le point de vue de **Louis Michel**
- Page 4 : L'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe et la crise,
par **Kimmo Sasi**
- Page 6 : Calendrier des élections
- Page 7 : Comment répondre à la crise,
par **Jean-Michel Severino**
- Page 8 : L'Afrique et la crise,
par **Shanta Devarajan**
- Page 11 : La microfinance et la crise,
par le **CGAP**
- Page 13 : Entretien avec **Carlos M. Jarque**
- Page 15 : Les liens Europe-Amérique
latine, une opportunité au sein
de la crise, par **Santiago Castro**
- Page 16 : La Banque mondiale et les
Philippines, par **Janette L. Garin**
- Page 18 : Le comité du RPsBM en Inde
par **Sambasiva Rao Kavuru**
- Page 20 : Le coin de la Banque mondiale

Quoi de neuf ? Le rapport final de la huitième Conférence annuelle du RPsBM, qui s'est tenue à Paris du 20 au 22 novembre 2008, est maintenant disponible sur le site Internet www.pnowb.org.

Message . . .

Pour le second numéro de notre bulletin d'information de cette année et pour faire suite à notre dernière Conférence annuelle, j'ai le plaisir de donner à plusieurs partenaires et membres de notre Réseau l'opportunité de partager leurs vues sur la réponse à la crise économique et financière. À un moment où une connaissance étendue des questions économiques et financières mondiales est vitale pour le travail de tous les parlementaires, j'espère que ce bulletin les aidera à faire entendre leurs voix et à contribuer à l'élaboration des politiques de développement.

J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier l'Agence française de développement (AFD) qui a proposé de fournir aux parlementaires de langue française une traduction de ce bulletin. Ce partenariat nous permettra d'atteindre plus de parlementaires et de faciliter leur intégration au sein du Réseau.

Enfin, j'aimerais annoncer au nom du Conseil la nomination de M. Jérôme Évrard à la tête du Secrétariat du RPsBM à Paris. A nos côtés depuis octobre 2008, nous ne doutons pas qu'il saura mettre en place l'équipe dont nous avons besoin pour renforcer notre organisation.

Hugh Bailey

Président, Réseau parlementaire sur la Banque mondiale
Député à la Chambre des Communes (Royaume Uni)



Une banque pour le monde : le rôle de la Banque mondiale dans la réponse à la crise financière et la construction d'un avenir meilleur

Par Douglas Alexander,
Ministre d'état chargé du développement international (Royaume Uni)

Les réunions de printemps de la Banque mondiale se dérouleront en avril à l'ombre d'un ralentissement économique mondial d'une ampleur que nous n'avons pas connue depuis des générations.

Bien que moins affectés par les retombées immédiates du resserrement du crédit, les pays en développement seront plus vulnérables à la seconde vague de ce qu'on a appelé le « tsunami du siècle du crédit ».

En raison des effets conjugués de la baisse des envois de fonds des migrants, de la réduction de la demande d'exportation et de la frilosité des investisseurs, à la fin de l'année prochaine, environ 90 millions de personnes supplémentaires devraient tomber dans une situation d'extrême pauvreté. Il est clair que derrière cette crise financière se cache une crise humaine à laquelle nous devons apporter une réponse mondiale coordonnée.

La Banque mondiale, qui canalise environ un cinquième de l'aide mondiale aux pays les plus pauvres, occupe une position critique dans cet effort. Elle dispose d'une expérience impressionnante en matière de lutte contre la pauvreté et a joué un rôle vital lors des interventions récentes visant la crise alimentaire mondiale, en fournissant quelque 500 millions de dollars EU d'aide alimentaire ou autre à quelque 30 pays.

Confrontés à une situation exceptionnelle, les plus démunis dans le monde attendent de la Banque mondiale qu'elle prenne des mesures exceptionnelles. Cela ne signifie aucunement que la Banque doive prendre des risques ou faire l'impasse sur la diligence nécessaire. Elle pourrait néanmoins faire plus pour assurer une disponibilité plus grande – et plus rapide – du financement et éliminer les restrictions arbitraires qui limitent le montant des prêts accordés à un pays et celui qui est octroyé au titre de l'aide budgétaire.

La Banque devait aussi veiller à prendre des mesures plus importantes que lors des crises précédentes en vue de protéger les plus démunis afin qu'ils puissent sortir de cet effondrement en préservant leurs moyens d'existence, leurs biens et leur santé.

Je salue le leadership dont a fait preuve Robert Zoellick en veillant à ce que la Banque mondiale fournisse plus d'assistance de ce type. De son côté, le Gouvernement britannique soutient actuellement la création d'un Fonds d'intervention sociale rapide destiné à aider les pays en développement à assurer une protection sociale aux personnes les plus démunies et les plus vulnérables, ainsi que la création d'un Système mondial d'alerte sur la pauvreté capable de déceler les premiers signes de détresse sur le terrain.

Nous devons aussi veiller à ce que les besoins immédiats ne fassent pas perdre de vue l'essentiel. Les avancées des Assemblées annuelles d'octobre dernier – un siège supplémentaire au Conseil des Administrateurs pour l'Afrique subsaharienne et un processus de sélection du président de la Banque fondé sur le mérite et la transparence – montrent qu'il existe entre les actionnaires un réel potentiel de création d'un partenariat en vue des réformes.

C'est ainsi que, lors des réunions de printemps, je proposerai qu'aux Assemblées annuelles d'octobre, les Gouverneurs de la Banque aient une discussion de fond sur un train de réformes basé sur les principes définis au Sommet de Londres en avril, les progrès réalisés au niveau des discussions en cours au Conseil et les constats de la Commission Zedillo nommée par le Président.

Ce train de réformes devrait aborder trois questions : les droits de vote ; la délocalisation d'une plus grande partie du personnel de la Banque et de la prise de décision en dehors de Washington ; et le juste équilibre entre redevabilité et autorité entre les actionnaires et la direction de la Banque.

Le Royaume-Uni demeure un grand défenseur de la Banque mondiale, qui a accompli des actions réelles en faveur des pauvres à travers le monde au cours des soixante dernières années. Dans cette crise, et après celle-ci, le monde a besoin que la Banque soit à nouveau le protecteur des plus démunis.



« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise », Jean Monnet

Par Louis Michel,
Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire

Tout comme dans le cas du changement climatique, les pays qui souffriront le plus du ralentissement économique mondial sont aussi ceux qui en sont le moins responsables – les pays en développement. Le plein impact de la crise économique sur les pays en développement est maintenant apparent – effondrement des investissements directs étrangers, réduction brutale des envois de fonds des migrants et régression du commerce mondial pour la première fois au cours de ce siècle. Beaucoup redoutent que les taux de croissance économique des pays en développement ne perdent jusqu'à cinq points de pourcentage ou plus, alors que ces pays souffrent déjà de la crise alimentaire et des fluctuations des prix du pétrole et des produits de base. Trevor Manuel avait déjà prévu au mois de septembre 2008 que la seconde moitié de notre parcours en direction des Objectifs du Millénaire pour le développement serait obscurcie par la conjonction des crises dites des trois « F » : alimentaire (Food en anglais), pétrole (Fuel) et financière.

L'Europe a déjà adopté un plan de redressement de son économie et l'aide aux pays en développement en constitue une partie importante. Dans le cadre de la préparation au deuxième Sommet du G20 à Londres au début du mois d'avril, l'Europe a besoin d'une approche favorable au développement basée sur la solidarité, l'intérêt personnel bien compris de ses membres et les économies budgétaires à long terme. Dans un monde interdépendant, en respectant nos promesses et en investissant dans le redressement des pays en développement, nous investissons en fin de compte dans notre propre avenir. Le coût de notre inaction serait bien plus grand. Les Européens – les parlementaires et les citoyens qu'ils représentent – soutiennent fortement l'aide au développement même si les temps sont plus durs pour eux. Ils perçoivent l'intérêt de la lutte contre la pauvreté et les autres grands problèmes mondiaux tels que le changement climatique.

Ce n'est qu'en agissant de concert que l'Europe stabilisera ses propres économies. Ce n'est qu'en agissant de concert qu'elle peut espérer protéger ses partenaires des effets les plus funestes de la récession et revenir au chemin

menant aux Objectifs du Millénaire pour le développement. L'heure n'est plus à de nouveaux subterfuges – nous devons nous attacher à tenir les promesses que nous avons faites, sans en faire de nouvelles que nous ne pourrions pas satisfaire. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un train de mesures que nous pouvons prendre dès maintenant :

- En tant que plus important bailleur de fonds du monde, il nous faut mobiliser des ressources d'assistance, tant nouvelles qu'existantes, afin d'agir de manière rapide et contracyclique ;
- Nous devons étendre les prêts (de la Banque européenne d'investissement) et financements (du Fonds fiduciaire de l'UE) octroyés aux infrastructures. Les projets doivent cibler la création d'emplois et les réseaux régionaux ;
- Nous devons revitaliser l'agriculture des pays en développement à travers la mise en œuvre rapide de la Facilité alimentaire de l'UE d'un montant d'un milliard d'euros ;
- En prévision de la prochaine conférence sur le changement climatique de Copenhague, nous devons investir dans le « développement vert » à travers l'Alliance mondiale contre le changement climatique et dans des mécanismes de financement. L'Europe peut être à l'avant-garde mondiale en matière d'énergies renouvelables et de transfert de technologies ;
- Enfin, en tant que plus important partenaire commercial des pays en développement, l'Europe doit utiliser l'aide au commerce pour stimuler l'investissement et le commerce privés.

Au-delà de ces mesures pratiques, nous devons aussi opérer un transfert de paradigme, un changement culturel qui ne veut rien moins que réformer la gouvernance de la mondialisation. Les parlementaires ont un rôle crucial à jouer s'ils désirent que l'architecture financière mondiale soit plus redevable, plus accessible et plus favorable au développement. J'espère que les représentants élus du monde entier se joindront à moi pour appuyer la « Nouvelle Donne mondiale » qui se décidera au Sommet du G20 à Londres.



L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et la crise économique et financière mondiale

Par Kimmo Sasi,
Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE),
Membre du RPsBM

Le 5 mai sera célébré le soixantième anniversaire du Conseil de l'Europe, la première organisation internationale mise en place après la Seconde Guerre mondiale, à Strasbourg (France), et conçue pour promouvoir l'unité européenne dans les domaines politique, social, économique, légal et des droits de l'homme, en fait dans tous les domaines sauf celui de la défense. Les gouvernements de ses 47 États membres actuels sont représentés au Conseil des ministres, qui dirige l'organisation, tandis qu'une grande partie de l'impulsion soutenant les réalisations du Conseil de l'Europe provient de l'Assemblée parlementaire, constituée de 630 membres des parlements nationaux. L'Assemblée se réunit quatre fois par an en session plénière pour débattre de questions thématiques et adopter des avis, résolutions et recommandations visant à influencer les gouvernements, parlements, partis politiques et sociétés civiles des pays. Ces débats sont préparés sur la base de rapports soumis par les 10 commissions permanentes de l'Assemblée.

La Commission « Questions économiques et Développement » examine tous les sujets liés à la coopération, la croissance et le développement économiques. Elle vient, par exemple de présenter le rapport *Mobiliser les parlements pour le développement de l'Afrique* (rapporteur, M. Vidar Bjørnstad, Norvège), qui a abouti à l'adoption de la résolution 1656 de l'APCE du 13 mars (2009). Dans cette résolution, l'Assemblée encourage les parlements à jouer un plus grand rôle dans les politiques de développement, elle « soutient sans réserve les efforts consentis en Afrique et en Europe pour renforcer le rôle des parlements dans la promotion et la supervision du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et les processus liés à sa mise en œuvre, et pour mobiliser le soutien et la participation des

populations ». L'Assemblée salue également le travail réalisé par les institutions et réseaux interparlementaires, tels que le RPsBM, pour mobiliser les parlements en faveur du développement.

La Commission « Questions économiques et Développement » a, entre autres, comme tâche la préparation de rapports pour les débats annuels de l'Assemblée sur les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), permettant ainsi à l'Assemblée de jouer son rôle de forum parlementaire pour ces institutions internationales clés aux plans économique et financier. Les attributions de la Commission couvrent aussi le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, sur lesquels elle est censée rendre des rapports tous les trois ans, ainsi que, parmi d'autres, l'Organisation Mondiale du Commerce.

En tant que rapporteur de la Commission, je prépare actuellement un rapport sur *Les défis de la crise financière pour les institutions économiques mondiales*, que j'espère présenter à l'Assemblée, lors de sa session plénière de juin 2009. Le rôle et la pertinence des institutions de Bretton Woods, voire leur existence même, étaient déjà bien sûr le sujet de discussion avant la crise, mais dans un contexte différent, lorsque le financement par le Fonds monétaire international était peu sollicité. Aujourd'hui les énormes difficultés auxquelles sont confrontés de nombreux pays, y compris plusieurs pays membres du Conseil de l'Europe, ont confirmé non seulement la pertinence du FMI et de la Banque mondiale mais aussi que leur rôle est indispensable et doit être renforcé. S'ils n'existaient pas, ils devraient être inventés. Pendant la

préparation du rapport, j'ai pu bénéficier de réunions avec de hauts fonctionnaires des deux institutions à Washington, D.C., en juillet 2008, de l'apport d'experts économiques et financiers pendant deux auditions organisées par la Commission en novembre 2008 et mars 2009, ainsi que des contributions de collègues parlementaires à un débat en procédure d'urgence organisé par l'Assemblée parlementaire en janvier 2009 sur *Les conséquences de la crise financière mondiale*, pour lequel j'étais aussi rapporteur.

Le débat a clairement mis en évidence ? ainsi que la résolution 1651 (2009) adoptée par l'APCE, la préoccupation des membres quant aux conséquences sociales et humaines incalculables de la crise. Celles-ci risquent de saper les fondements mêmes de la démocratie. L'Assemblée a, par conséquent, souligné la responsabilité des gouvernements au niveau de la protection « des droits sociaux et humains des populations ». Il est capital « qu'un redressement économique se produise aussi rapidement que possible, mais il faut aussi, dans le même temps, que les réseaux de protection sociale compensent les effets de la récession économique. Les pays qui ont veillé à maintenir leurs finances en bon état pendant les années de croissance sont aujourd'hui mieux placés pour garantir à leurs citoyens les prestations des réseaux de protection sociale existants. »

Tout en saluant le G20 pour ses recommandations formulées le 15 novembre 2008 pour stimuler l'économie, garantir l'apport de liquidités, consolider les institutions financières et protéger l'épargne, « l'Assemblée déplore que le plan d'action du G20 ne comporte pas de volet visant à protéger les droits sociaux et économiques des citoyens en période de crise ». Enfin, l'Assemblée a énuméré douze principes qui devraient être pris en compte pour atténuer la récession et réformer le système financier, appelé à un suivi constant de l'impact social et de la dimension humaine de la crise ; elle a mis l'accent sur l'importance de l'investissement dans les ressources humaines « comme facteur clé de la stabilité économique, sociale et démocratique », et a souligné le besoin de « solidarité, coordination et coopération

économiques » entre les États, mais aussi vis-à-vis des pays en développement.

Mon rapport sur les institutions économiques mondiales, actuellement en cours de préparation, aborde l'évolution de leur rôle à la lumière de la crise, en particulier celui du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que les progrès récents effectués sous la nouvelle direction des institutions de Bretton Woods pour renforcer leur légitimité et améliorer leur gouvernance.

La révision de la structure managériale et décisionnelle, de la capacité de prêt, de la politique de surveillance et d'autres réformes en cours transformant le FMI exigent le soutien de ses membres, et en particulier, de ceux, tels que les pays européens, dont l'influence relative est en déclin. Tout en conservant leur soutien, le Directeur général doit s'attacher à étendre l'autorité et la légitimité du Fonds aux pays en développement, et à accorder un poids équitable aux économies dont la croissance est la plus rapide. Il s'agit là d'un équilibrage difficile, mais il est largement convenu qu'un bon départ a été pris. Les États membres du Conseil de l'Europe doivent soutenir les efforts faits par le Fonds pour achever des réformes aussi significatives et doubler ses ressources. Le nouveau rôle du FMI qui émergera des propositions faites au Sommet de Londres du 2 avril 2009 reste à déterminer, mais il sera sûrement renforcé.

Il en est de même pour la Banque mondiale. Les États membres du Conseil de l'Europe devraient soutenir les initiatives prises récemment par la Banque pour augmenter ses prêts via le tout nouveau Fonds de vulnérabilité, dans le but d'aider les plans financiers de relance budgétaire dans les pays manquant des ressources nécessaires. Ils accueilleront certainement de manière favorable les récents efforts déployés pour renforcer la capacité de prêt de l'IDA et de la SFI, ainsi que la coopération de la Banque avec la BERD et la Banque européenne d'investissement, le FMI et l'Union européenne pour aider à restructurer et à recapitaliser le système bancaire dans les pays de

l'Europe orientale et centrale, à la suite du rappel des liquidités par les banques occidentales.

La récession mondiale actuelle ne peut que creuser les inégalités grandissantes entre les pays les plus avancés et les économies les moins développées. La Banque mondiale doit avoir comme fer de lance l'inversion de cette tendance.

En ce qui concerne l'efficacité des prêts de la Banque mondiale, celle-ci procède en permanence à une sensibilisation sur la nécessité de s'attaquer aux questions délicates de la corruption et de la transparence, et de veiller à ce que le financement des projets ne soit pas incompatible avec les engagements de protection de l'environnement ou les normes du travail. Ceci est une préoccupation particulière pour une organisation telle que le Conseil de l'Europe, essentiellement tournée vers les droits humains et dont les États membres ne devraient en aucun cas accepter de financer des projets allant à l'encontre des droits de l'Homme.

Des progrès ont été accomplis au niveau de la réforme de la gouvernance de la Banque, mais il reste encore des choses à faire pour assurer la distribution équitable des droits de vote entre le monde développé et le monde en développement.

Je suis convaincu que la légitimité institutionnelle est améliorée grâce à la surveillance parlementaire. Le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale (RPsBM) permet aux parlementaires de mieux comprendre le fonctionnement de cette institution et de faire des propositions pour son travail. Le FMI n'ayant aucun équivalent pour dialoguer avec des parlementaires, il devrait être encouragé à rechercher une plus grande interaction avec les parlements nationaux, d'une manière qu'il jugera compatible avec son mandat. Je suis persuadé que les membres de la Commission « Questions économiques et Développement » de l'APCE s'accorderont sur le fait qu'un examen régulier par l'Assemblée parlementaire des activités des institutions de Bretton Woods et d'autres institutions économiques ne peut que contribuer à leur légitimité démocratique.

Calendrier des élections parlementaires

Inde Moldavie Indonésie Équateur	Yémen Comores Afrique du Sud	avril 2009
Malawi Panama Islande		mai 2009
Bulgarie Luxembourg Liban Albanie		juin 2009
Mexique		juillet 2009
Norvège Allemagne Japon		septembre 2009
Uruguay Argentine Botswana Tunisie		octobre 2009

Visite de terrain en RDC

Du 11 au 17 avril, une délégation de douze membres du RPsBM dirigée par Mme Marie-Rose Nguini-Effa (députée, Cameroun) se rendra en République démocratique du Congo. Ils rencontreront des fonctionnaires locaux, des acteurs du développement et de la société civile à Kinshasa. En outre, ils auront la possibilité de suivre et évaluer la mise en œuvre des projets soutenus par la Banque mondiale à Inga et à Matadi. Dans le même temps, l'Institut de la Banque mondiale financera une session de renforcement des capacités pour les parlementaires congolais.



Comment répondre à la crise ? Par une relance globale, verte et solidaire

Par Jean-Michel Severino

Directeur général de l'Agence française de développement,
Membre du blog www.ideespourledeveloppement.org

La crise gagne du terrain. Contractée dans nos pays, ayant contaminé les grands pays émergents, il est vraisemblable que l'infection n'épargnera pas l'Afrique. Ainsi la Banque mondiale vient de ramener sa prévision de croissance pour ce continent à 3,3 % pour 2009, contre 5,4 % en 2008. Dans ces pays la transmission se fait peu par les marchés financiers, mais par la volatilité du prix des produits de base, la chute des volumes d'exportation et des envois de fonds des migrants – qui pour certains représentaient jusqu'à 30 % du PIB. Enfin la prégnance de la crise dans nos pays fait craindre une baisse des flux d'aide publique comme des flux de capitaux privés vers le monde en développement : un scénario qui s'est déjà produit par le passé. Pourtant le maintien de la croissance dans les pays en développement – les seuls où les feux de la croissance, même fébriles, resteront allumés en 2009 – est l'une des conditions de la relance dans les nôtres.

C'est pourquoi il importe que la relance soit pensée de manière *globale*. Cette dimension s'impose à nous au double motif d'aider les pays en développement touchés à leur tour par les dérèglements actuels et de contribuer au retour de la croissance économique dans nos pays. Ainsi pour être efficace le traitement devra traiter simultanément l'ensemble des symptômes.

La relance devra aussi être *verte*. Car chacune de nos actions doit dorénavant être pensée en cohérence avec l'enjeu climatique et avec la raréfaction de l'ensemble des ressources naturelles. Or il est possible de tirer parti de la

relance pour orienter les fonds vers les sujets les plus utiles pour le développement à long terme, comme l'efficacité énergétique ou le développement des énergies renouvelables. Notre monde a besoin de nouveaux grands défis, qui lient le sort du Nord et du Sud. Le pari de la « croissance verte » – que font déjà nombre de gouvernements, notamment la nouvelle administration américaine – remplit ce dessein et peut être le moteur d'une nouvelle révolution technologique.

Enfin, pour être durable, la relance devra être *solidaire*. Il est urgent de penser la gestion des conséquences sociales de la crise sur les sociétés en développement – notamment parce que la réduction des inégalités est la condition d'une plus grande prospérité à l'échelle globale. Il nous faudra ainsi trouver les « courroies de transmission sociales » permettant d'assurer la protection des populations vulnérables face aux effets immédiats de la crise. Ceci suppose de faire remonter l'agenda alimentaire dans la hiérarchie de nos préoccupations, et de renforcer les secteurs, tels que la santé ou encore la microfinance, qui protègent les plus démunis des conséquences de la dégradation de leur situation socioéconomique.

Les acteurs du développement sont donc en mesure d'apporter des réponses concrètes. Mais pour cela il est indispensable que l'action internationale soit tournée vers l'essentiel. C'est tout l'enjeu des travaux qui auront lieu début avril au sein du G20, et sur lesquels la France est mobilisée.



L'Afrique et la crise économique et financière mondiale

Par Shanta Devarajan,
Economiste en chef pour l'Afrique à la Banque mondiale

L'idée selon laquelle l'Afrique serait « isolée » par rapport à la crise économique et financière mondiale est tout simplement erronée. Elle s'appuie sur le fait que les systèmes financiers africains n'en n'ont pas ressenti immédiatement l'impact. La plupart des banques africaines ont maintenu leurs prêts dans leurs bilans ; les marchés interbancaires et des produits dérivés sont réduits ; et dans les deux plus grands pays (le Nigéria et l'Afrique du Sud), les capitaux d'origine étrangère ne représentent que 5 %. Même dans ce cas de figure, il existe toutefois des raisons de s'inquiéter : 40 % des prêts de l'Afrique du Sud se composent d'emprunts-logements et les prix immobiliers commencent à baisser ; le crédit intérieur au Nigéria a augmenté de 100 % en 2007.

La crise affecte l'Afrique par quatre canaux. Premièrement, les pays africains souffrent déjà de la diminution des flux des capitaux privés qui, en 2007, avaient culminé à 53 milliards de dollars EU, la hausse la plus rapide de toutes les régions du monde. Pour la première fois, ce volume dépassait celui de l'aide étrangère sur le continent africain. Ces flux de capitaux (qui ne se concentraient plus uniquement dans un ou deux pays) finançaient en Afrique les investissements dans l'infrastructure et les denrées de base dont les pays avaient bien besoin. Les flux de portefeuille ont déjà commencé à s'inverser ; les marchés boursiers de l'Afrique ont chuté en moyenne de 40 % et certains, comme celui de l'Ouganda, ont chuté de plus de 60 %. Le Ghana et le Kenya ont reporté à une date ultérieure leurs offres d'obligations souveraines d'une valeur de plus de 800 millions de dollars, ce qui retarde d'autant la construction des routes à péage et des gazoducs. La République démocratique du Congo a revu à la baisse les investissements directs étrangers à laquelle elle s'attendait en les réduisant de 1,8 milliard de dollars.

Deuxièmement, de nombreux pays africains sont confrontés à une diminution brutale des envois de fonds des migrants, qui avaient culminé à environ 20 milliards de dollars par an en 2007. On assiste à la première crise mondiale née dans les pays expédiant

les envois de fonds (plus de 77 % des envois de fonds en Afrique proviennent des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest). Le Kenya a déjà revu à la baisse son taux de croissance pour les envois de fonds en 2008 en le ramenant de 11,1 % à 5,4 %. La croissance projetée pour 2009 est de zéro. Dans des pays comme le Lesotho, où les envois de fonds comptent pour 29 % du PIB, cette baisse pourrait avoir des effets dévastateurs.

Le troisième canal est celui de l'aide étrangère. Bien que la plupart des bailleurs de fonds aient promis de maintenir leurs niveaux d'aide, ils sont déjà de 20 milliards de dollars en deçà des engagements pris à Gleneagles en 2005, à un moment où l'économie mondiale était plus prospère. Aujourd'hui, les économies des pays bailleurs de fonds subissent des pressions budgétaires croissantes. Si nous tirons les enseignements des crises financières des années 90 en Norvège, Suède et Finlande – une période pendant laquelle l'aide a baissé respectivement de 10 %, 17 % et de 62 % – on peut s'attendre à ce que l'aide étrangère se réduise de façon conséquente.

Quatrièmement, la crise mondiale a provoqué une baisse rapide des cours des denrées de base. C'est une arme à double tranchant, car les importateurs de pétrole qui ont souffert de la flambée des prix en 2007-2008 bénéficient maintenant de la baisse. En fait, les pays qui ont accusé les baisses les plus spectaculaires de leur balance commerciale en 2008 sont aussi ceux dont on estime qu'ils auront la meilleure balance commerciale en 2009 et vice versa. L'Afrique, compte toutefois un grand nombre de pays exportateurs de denrées de base, qui ont presque tous accusé une baisse de leurs recettes fiscales et d'exportation. Initialement, il était assez rassurant que les grands pays africains exportateurs de pétrole – le Nigéria, l'Angola et le Gabon – utilisaient comme référence un prix de 57 dollars le baril alors que le cours mondial était à 140 dollars, car ils pouvaient utiliser ces économies pour compenser la baisse des recettes d'exportation. Cependant, dans la mesure où

le secteur non pétrolier est réduit et dépend largement des dépenses publiques, il y a des limites à la façon dont il peut être stimulé. On s'attend à ce que le PIB de l'Angola baisse de 23 % en valeur nominale. Les pays exportateurs d'autres marchandises comme la Zambie, la RDC et l'Afrique du Sud, connaissent une baisse importante de leurs recettes d'exportation et, dans certains cas, de leurs recettes fiscales. Pour ce qui est des autres recettes d'exportation, celles provenant du tourisme, qui avaient déjà commencé à baisser en 2008, devraient continuer à ralentir ou même décliner, en particulier aux Seychelles, au Cap Vert et à Maurice, où le tourisme constituait respectivement 47 %, 24 % et 21 % du PIB.

Finalement, plusieurs pays d'Afrique sont entrés dans la crise mondiale avec des déséquilibres macroéconomiques importants. Le taux d'inflation de l'Éthiopie était de 60 % en juillet 2008. Le déficit du compte courant du Ghana était de 19 % et son déficit budgétaire s'élevait à 14 % de son PIB. Le déficit du compte courant de l'Afrique du Sud, financé pour une large part par le capital privé, était de 8 % de son PIB. La capacité de ces pays à résister à la crise est bien plus limitée, ce qui signifie que leurs économies vont se contracter encore plus. L'Afrique du Sud, par exemple, a revu à la baisse (1,2 %) son taux de croissance pour 2009.

La crise va avoir pour résultat net de ramener la croissance du PIB de l'Afrique à 3,25 % en 2009, soit deux points de moins qu'en 2008.

La crise n'aurait pu survenir à un pire moment car, jusqu'en 2008, les pays africains connaissaient – pour la première fois en 20 ans – une croissance économique soutenue équivalente à celle de tous les pays développés (à l'exception de la Chine et de l'Inde). Grâce à de bonnes politiques économiques et à l'augmentation du prix des produits de base, la croissance de l'Afrique a augmenté, passant de 5,7 % en 2006 à 6,1 % en 2007, avec une prévision de 6,4 % pour 2008. La pauvreté régressait et de nombreux indicateurs du développement humain – et notamment la prévalence du VIH/SIDA – s'amélioraient.

Cet élan risque maintenant de connaître un arrêt ravageur. Si la crise provoque un ralentissement majeur de la croissance en Afrique, c'est-à-dire une

baisse du taux moyen de croissance et du niveau moyen du PIB par habitant au cours des quatre prochaines années par rapport à la moyenne des quatre dernières années, les conséquences pourraient être dévastatrices. Les études montrent que les indicateurs de la pauvreté et du développement humain se dégradent plus vite durant le ralentissement de la croissance qu'ils ne s'améliorent durant les périodes de croissance. En nous appuyant sur des éléments quantitatifs prouvés, nous estimons que si l'Afrique subit un ralentissement de sa croissance comme elle en a déjà connu par le passé, 700.000 enfants de plus mourront avant d'atteindre leur premier anniversaire.

En outre, ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, la croissance économique récente de l'Afrique tient au moins en partie aux réformes économiques mises en œuvre par les décideurs politiques au cours de la décennie précédente. Ces réformes ont souvent été douloureuses mais semblaient produire des résultats. Aujourd'hui, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les politiques économiques africaines, la croissance ralentit. Il y a des chances pour que le soutien politique à ces réformes s'évapore. Des opinions populistes commencent à s'exprimer dans différentes parties du continent. Le fait que la plupart des pays développés prennent des mesures qui s'apparentent à des « contre-réformes » – comme la nationalisation des banques et des programmes de dépenses publiques augmentant le déficit de l'État – n'encourage pas à poursuivre le mouvement des réformes en Afrique.

En somme, nous devons faire tout ce qui est possible pour minimiser la baisse de la croissance en Afrique et la réaction de la Banque mondiale est précisément de s'y appliquer. Nous déployons tous nos instruments pour fournir : i) une aide financière en temps opportun aux activités dont l'objectif est de réduire la pauvreté et de maintenir la croissance, souvent pour compenser la perte des flux de capitaux privés ; ii) une assistance dans le domaine du savoir pour aider les gouvernements à maintenir le cap dans cette situation sans précédent ; et iii) un rassemblement de l'assistance offrant un cadre pour la mise en commun de l'aide à l'Afrique des autres partenaires au développement.

Pour séquencer notre aide, nous avons établi deux lignes de partage entre les pays : i) les pays où l'impact de la crise est immédiat et ceux où l'impact se fera sentir à court terme ; et ii) les pays qui étaient déjà économiquement fragiles avant la crise et ceux dont la situation était relativement meilleure à la même époque. Nous avons concentré nos premiers efforts, notre soutien financier en particulier, sur les pays relevant de la première catégorie de chaque groupe. Plus précisément, nous préparons actuellement un prêt de la BIRD d'un montant de 2 milliards de dollars EU en faveur de l'Afrique du Sud pour soutenir son programme de réformes du secteur de l'énergie et nous complétons un prêt à la politique de développement de Maurice assorti d'une option de tirage différé à laquelle le pays pourra avoir recours si besoin est. Parmi les pays à faible revenu, la République démocratique du Congo (RDC) a reçu de l'IDA un prêt accéléré de 100 millions de dollars EU (au titre de l'initiative *Fast Track*) pour financer la maintenance de l'infrastructure et les salaires du corps enseignant. Le Bénin, le Togo, le Mali et la Gambie ont reçu un complément de financement dans le cadre d'une opération en cours, pour les aider à faire face à la crise. On s'attend à ce que plusieurs autres pays, dont les Comores, le Ghana et la Zambie, fassent de même. Enfin, un nouveau fonds de crise de la SFI destiné à l'infrastructure (*Infrastructure Crisis Facility*) met à disposition 300 millions de dollars EU pour compléter le financement de projets d'infrastructure viables, financés par des capitaux privés, qui pourraient se trouver en difficulté ou qui ne sont plus en mesure d'assurer leur couverture financière.

Notre aide dans le domaine du savoir, qui est en train d'être renforcée dans tous les pays où nous entretenons un dialogue politique actif, s'attache à aider les pays à préparer des plans d'urgence pour répondre à la crise au moment où elle frappera leur économie, et à élaborer, si nécessaire, un train de mesures de relance économique dans les pays déjà touchés. Nous sommes également engagés dans un dialogue avec la société civile et d'autres groupes pour expliquer la crise et ses conséquences afin, entre autres, de soutenir le progrès des réformes en cours.

Finalement, nous mobilisons notre capacité de synergie pour former des coalitions capables de renforcer l'aide financière à l'Afrique et aux autres pays en développement, et pour faire pression afin que les pays développés adoptent des politiques promouvant la croissance en Afrique. Dans le premier cas, Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale, a proposé un « fonds de vulnérabilité » et appelé les pays riches à consacrer 0,7 % de leurs propres plans de relance économique à un fonds d'aide aux pays en développement. Dans le second cas, outre nos efforts pour réduire ou éliminer les barrières protectionnistes qui entravent les exportations africaines vers les marchés des pays développés, nous étudions actuellement les effets potentiels sur l'Afrique de certains aspects protectionnistes du plan de relance économique des Etats-Unis – notamment la clause « Achetez américain ! » pour le fer, l'acier et les produits manufacturés, ainsi que les restrictions imposées à l'embauche de candidats détenteurs d'un visa H1B dans le projet de relance économique des États-Unis.



Shanta Devarajan en ligne avec 40 membres du RPsBM

Dans le cadre de sa tournée en Europe au début du mois de mars 2009, Shanta Devarajan a participé à une vidéoconférence avec des membres du RPsBM réunis dans cinq bureaux de la Banque mondiale et a débattu des questions d'actualité et des tendances actuelles en Afrique en relation avec la crise financière et économique mondiale. Depuis Paris, M. Devarajan s'est connecté avec Bangui (République centrafricaine), Kinshasa (République démocratique du Congo), Yaoundé (Cameroun) et Bamako (Mali).

Cela a été une occasion unique d'échange avec l'Économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, même si deux heures n'ont de toute évidence pas été suffisantes pour aller au bout de cette passionnante discussion. Pour ceux qui s'intéressent à l'évolution financière et économique de l'Afrique, Shanta Devarajan est un blogueur très actif, et nous les invitons à lire ses réflexions et d'interagir avec lui sur son blog :

<https://africacan.worldbank.org/users/shanta>.



La microfinance et la crise

Par le *Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)*

Les parlementaires se sont posé une bonne question : quel est l'impact de la crise mondiale sur la microfinance ? Ceux qui sont soucieux d'assurer aux personnes défavorisées un accès aux services financiers pour les aider à surmonter la crise devraient être rassurés par des éléments récents fournis par le CGAP, un groupe de microfinance hébergé par la Banque mondiale. « La crise financière mondiale entraînera des tensions sur le secteur de la microfinance et sur ses clients », a déclaré le CGAP, « mais le secteur est fondamentalement robuste ». Certaines personnes pensent même que le secteur pourrait sortir de la crise plus fort qu'avant.

La crise a mis en évidence le rôle des sources locales de financement – en particulier l'argent des personnes défavorisées elles-mêmes – dans la capitalisation de la microfinance. À mesure que le financement international se tarit, les dépôts locaux deviennent de plus en plus essentiels pour alimenter les prêts accordés par les institutions de la microfinance. Les institutions fonctionnant sur la base des dépôts, qui ne dépendent pas des marchés des capitaux internationaux pour leur financement, sont donc moins exposées aux retombées de la crise du secteur bancaire international.

Les défis à court terme

Les clients à faibles revenus ressentent les effets de la crise. Les ménages défavorisés, déjà ébranlés par l'augmentation du coût des produits alimentaires, sont maintenant affectés par la baisse des envois de fonds provenant des membres de leurs familles à l'étranger, due à l'augmentation du chômage en Europe et aux Etats-Unis. Ces ménages éprouvent quelquefois des difficultés à rembourser leurs prêts aux institutions de microfinance, mais aucun défaut de paiement n'a été signalé.

Le risque de refinancement est pour les institutions de microfinance une préoccupation plus pressante que le défaut de remboursement. Les institutions dépendant des marchés des capitaux internationaux pour leur financement sont ceux qui ressentent le plus la rigueur. « Les institutions de microfinance ont commencé à mieux s'intégrer au système financier ordinaire, ce qui les rend plus vulnérables que par le passé aux bouleversements du marché tels que le resserrement des crédits », a déclaré Elizabeth Littlefield, directrice générale du CGAP.

De nombreuses institutions de microfinance qui ont emprunté en devises étrangères doivent faire face à la fois aux hausses des taux d'intérêt et à la dévaluation des devises due à un dollar EU et à un euro forts. A cause de la perturbation du marché des devises, il sera difficile pour les institutions d'obtenir des financements et de faire coïncider leurs avoirs avec leurs engagements à court terme qui sont en majorité libellés en devises fortes.

En Afrique, certaines banques européennes ont demandé aux institutions de microfinance de rembourser leurs prêts avant terme, et certaines banques internationales sont sorties complètement du secteur. La plupart du financement de ces petits prêteurs n'arrivant à échéance que dans une ou deux années, le véritable impact de la réduction des fonds ne se fera pas sentir avant 2010 ou 2011.

C'est là que le soutien des bailleurs de fonds et des investisseurs devient essentiel. Selon le CGAP, ils devraient continuer à être aux côtés des institutions de microfinance bien gérées qui sont confrontées à un manque de liquidités, en les aidant à revoir leur échéancier des prêts ou, si nécessaire, en fournissant un financement d'urgence aux institutions viables pour les aider à traverser la crise.

Les gouvernements et les parlementaires des pays en développement peuvent jouer un rôle crucial en soutenant le secteur de la microfinance à travers une régulation et une supervision efficaces. Pour le CGAP, face à la légitime préoccupation des législateurs des pays défavorisés d'assurer à leurs citoyens un accès aux services financiers, des réponses telles que l'annulation des prêts ou la fixation de taux d'intérêt plafonds ne sont que des solutions à court terme, qui, à long terme, pourraient restreindre l'accès des personnes défavorisées à des services financiers durables. En effet, ces types d'interventions se sont toujours révélées avoir un impact négatif à long terme sur l'accès au financement. Même si les responsables doivent prudemment éviter de sur-réglementer, il leur faut néanmoins continuer à renforcer la supervision des grandes institutions de microfinance qui acceptent des dépôts du public. Les mesures de protection des consommateurs joueront un rôle primordial dans tous les domaines de la finance en évolution.

Retour aux valeurs de base

Le message pour les institutions de microfinance devant garder le cap pendant la crise est pour l'instant le « retour aux valeurs de base ». « Nous

avons constaté une croissance phénoménale de la microfinance ces dernières années », a déclaré Littlefield. « Même si le ralentissement aura un coût pour les individus et pourrait à court terme réduire l'expansion générale de l'accès, à long terme, le secteur de la microfinance pourrait en sortir renforcé. Une croissance plus lente, une plus grande attention aux gains d'efficacité pour réduire les coûts, un plus grand accent sur la communication et la diligence dans le service clients, et même la consolidation des institutions plus vulnérables sont toutes des conséquences qui fortifieraient et feraient progresser la microfinance à long terme. »

La crise mondiale peut, en particulier, accélérer la prise de mesures de protection des consommateurs attendues depuis longtemps et qui détermineront le futur de prêts responsables. Plus important encore, la crise a révélé la valeur des dépôts encaissés par les institutions de microfinance, qui constituent pour celles-ci une source de financement stable et permettent en même temps les services de dépôt de garantie indispensables pour les ménages défavorisés.



Si vous souhaitez obtenir des conseils d'experts de la microfinance sur la manière d'aider votre pays à répondre à la crise, veuillez contacter cgap@worldbank.org

Les dernières publications du CGAP sur la microfinance et la crise financière sont disponibles à l'adresse : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.9911/>

Le CGAP est un centre de recherche et de politiques indépendant qui se consacre à l'amélioration de l'accès des personnes défavorisées aux services financiers dans le monde. Il est soutenu par plus de trente agences de développement et fondations privées qui partagent une mission commune : la réduction de la pauvreté. Hébergé par la Banque mondiale, le CGAP fournit des renseignements sur le marché, promeut les normes, développe des solutions innovantes et offre des services de conseil aux gouvernements, aux fournisseurs de microfinance, aux bailleurs de fonds et aux investisseurs. Pour de plus amples informations sur le CGAP et sur ses services, veuillez visiter le site : www.cgap.org



Entretien avec Carlos M. Jarque

Représentant en Europe de la Banque interaméricaine de développement

Pourriez-vous présenter brièvement la Banque interaméricaine de développement ?

La BID est une des principales sources multilatérales de financement et d'expertise pour le développement économique, social et institutionnel durable de l'Amérique latine et des Caraïbes. La BID apporte des solutions aux problèmes de développement dans 26 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, en partenariat avec les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile. Elle offre des prêts et des dons et propose aussi des services de recherche, de conseil et d'assistance technique pour améliorer des domaines clés tels que l'éducation, la réduction de la pauvreté et l'agriculture. La liste de nos clients va des gouvernements centraux aux autorités municipales et aux petites entreprises.

La BID établit des partenariats avec les pays pour combattre la pauvreté et promouvoir l'équité sociale à travers des programmes adaptés aux conditions locales. En collaboration tant avec les gouvernements que le secteur privé, la Banque cherche à parvenir à une croissance économique durable, à accroître la compétitivité, à promouvoir l'équité sociale, à moderniser les institutions publiques et à encourager le libre-échange et l'intégration régionale.

Quels sont les objectifs de la création d'un réseau de parlementaires euro-latino-américain pour l'efficacité du développement ?

Le Bureau de la Banque interaméricaine de développement en Europe et PRODEV ont pris l'initiative de créer le Réseau euro-latino-américain de parlementaires pour l'efficacité du développement. Le but de ce réseau est de

contribuer au renforcement des parlements en Amérique latine, en tant qu'acteurs du développement, avec la perspective d'une consolidation des relations stratégiques entre l'Europe et l'Amérique latine.

Les objectifs des Forums des parlementaires interaméricains sont d'échanger des informations et les bonnes pratiques, de comparer ces dernières et de créer des réseaux de législateurs. En tirant profit de cette expérience, les parlements latino-américains peuvent grandement bénéficier du Réseau euro-latino-américain de parlementaires pour l'efficacité du développement, afin d'échanger les bonnes pratiques grâce au contact entre les législateurs des deux régions. Un tel réseau permettra d'optimiser l'impact des pays bailleurs de fonds et l'utilisation de leurs ressources. Il contribuera aussi à une utilisation plus efficace des budgets des gouvernements nationaux et locaux, en les entraînant vers des résultats dans le développement.

Partant du principe que les parlements sont un des fondements de la démocratie et du développement, l'objectif de ce réseau est de contribuer à renforcer les parlements en Amérique latine, avec la perspective de consolider les relations stratégiques entre l'Europe et l'Amérique latine. Les activités qui seront organisées dans le cadre de cette initiative feront partie du 50ème anniversaire de la BID.

Les parlements ont un rôle important à jouer dans la région, où la plupart des pays ont des régimes présidentiels forts, pour exiger de la constance et de la cohérence dans la planification et le budget. Pour contribuer au renforcement des institutions parlementaires et améliorer la qualité générale de la démocratie, les parlements peuvent grandement

bénéficier des échanges de travaux entre les parlementaires des différents pays et continents. Ces échanges d'information et de bonnes pratiques entre les principaux acteurs des parlements – les législateurs et leurs équipes – pourraient même avoir un impact plus prononcé que les réformes institutionnelles soutenues par les organisations internationales et recommandées par les universitaires.

Avez-vous déjà un calendrier des activités pour 2009 ?

Nous avons prévu de lancer le réseau au cours de l'Encuentro Latino Europeo qui se tiendra à La Haye les 27 et 28 mai et qui est organisée par la BID en collaboration avec Socires et d'autres organisations de développement des Pays-Bas.

Le Réseau euro-latino-américain de parlementaires pour l'efficacité du développement aura quatre activités principales en 2009 :

L'organisation au printemps d'un atelier en Europe, dont l'objectif sera d'obtenir des fonds pour financer le réseau et d'éveiller l'intérêt pour l'importance du renforcement des parlements pour le développement économique et social, et pour l'intensification de la coopération entre les parlementaires de l'Europe et de l'Amérique latine ;
Le lancement du Réseau euro-latino-américain de parlementaires pour l'efficacité du développement et l'organisation, les 27 et 28 mai aux Pays-Bas, d'un forum parlementaire basé sur la méthodologie développée par le Forum parlementaire interaméricain et sponsorisé par le programme PRODEV de la BID. Ce forum vise à rapprocher vingt législateurs de pays latino-américains et vingt législateurs des pays européens, pour stimuler l'échange d'information et de bonnes pratiques ;
La prochaine réunion du Forum parlementaire interaméricain sur la gestion des résultats du développement à Saint Domingue (République dominicaine) en juin, à laquelle plusieurs parlementaires européens participeront aux côtés de parlementaires des pays latino-américains ;
L'organisation d'une conférence sur la réforme parlementaire en Amérique latine, en collaboration

avec le réseau RedGob, les 10 et 11 décembre à Salamanque. Elle réunira aussi bien des décideurs politiques que des universitaires. Ce sera une des activités principales de la présidence espagnole de l'Union européenne.

Quel type de relations envisagez-vous avec le RPsBM et les réseaux de parlementaires existants ?

Le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale a plusieurs années d'expérience dans le domaine de la coopération interparlementaire. Nous souhaitons créer une synergie entre le RPsBM et la nouvelle initiative prise par la BID. L'approche suivie par le Réseau euro-latino-américain de parlementaires pour l'efficacité du développement est complémentaire à celle du RPsBM mais a des buts très spécifiques. Elle se concentre principalement sur les échanges entre les parlementaires européens et latino-américains, et a pour point de mire thématique et technique, l'efficacité du développement. Par exemple, les sujets qui feront l'objet de discussion incluent les relations institutionnelles entre les parlements et la société civile et la manière dont les parlements peuvent contribuer à traduire les Objectifs du Millénaire pour le développement en politiques de développement efficaces.

L'organisation de forums de législateurs bi-continentaux, le développement d'une plate-forme permanente capable de fonctionner comme un réseau de parlementaires européens et latino-américains est susceptible de contribuer à l'amélioration des institutions législatives dans le processus de développement. Un effet « collatéral » d'un tel forum pourrait être d'aider à renforcer l'intérêt des législateurs européens pour l'Amérique latine et de faire remonter celle-ci dans la liste des priorités de l'agenda de la coopération au développement des pays européens. L'Europe en général a besoin d'une meilleure compréhension des grandes questions de développement du continent latino-américain, liées tant à sa dimension institutionnelle que socioéconomique.

Quel est le point de contact à la BID pour les membres du RPsBM ?

Pour de plus amples informations sur cette initiative, vous pouvez contacter Fernando Carrillo (fernandoca@iadb.org) et Dennis Petri (dennisp@iadb.org) au Bureau de la BID en Europe. Nous sommes à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

Je suis heureux d'inviter tous les parlementaires européens et latino-américains intéressés à participer au lancement du réseau, au cours duquel ils pourront exprimer leurs vues sur les besoins spécifiques de la coopération interparlementaire et de l'efficacité du développement.



Les liens Europe-Amérique latine, une opportunité au sein de la crise

Par Santiago Castro, député, Colombie
Trésorier et membre du Conseil du RPsBM

Il n'y a pas de meilleur moment pour aborder une nouvelle fois la question des relations entre les pays d'Amérique latine (PAL) et l'Europe. Longtemps considérés comme l'arrière-cour des États-Unis, les PAL partagent en fait un substantiel héritage européen, récemment cimenté par un regain d'échanges commerciaux, d'investissement et culturels entre les deux régions. En fait, dans certains pays, l'Espagne et le Royaume-Uni se sont avérés les principaux investisseurs plutôt que le géant du nord.

Mais ce qui a attiré l'attention du monde est l'intensité du débat idéologique qui fait rage au sein des PAL. Une alternative à contre-courant du modèle de démocratie du libre marché a été présentée en des termes agressifs par les gouvernements du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur avec un fort soutien populaire, alors que des approches similaires au Nicaragua et en Argentine se sont avérées très impopulaires. Cependant, les économies connaissant le plus de succès appartiennent aux démocraties de centre gauche du Brésil et du Chili, alors que l'étoile montante semble être le gouvernement de centre droit de la Colombie, étroitement aligné sur les

États-Unis et très populaire. Il devient alors clair qu'il n'existe pas de manière simple de définir les tendances politiques et économiques de l'Amérique latine.

Néanmoins, il est indéniable que les États-Unis ne dictent plus les conditions dans leurs relations avec leurs voisins du Sud et cela représente une opportunité historique pour l'Europe. Juste pour donner un exemple, l'Europe a entamé des négociations sur des accords de libre échange avec les PAL en même temps que les États-Unis. Le Congrès les bloque actuellement. Pour entrer dans le vif du sujet, la récente crise économique a donné une impulsion à l'élargissement des marchés, et c'est l'Ancien continent qui présente les meilleures opportunités à court terme, plutôt que les économies asiatiques actuellement assez malmenées.

Au final, c'est aux Européens de se rendre compte de leurs chances, de regarder au-delà de leurs liens nord atlantiques et de leur obsession africaine, et de voir une Amérique latine qui fait face à la crise mieux que le reste du monde et est à la recherche de nouveaux partenaires.



La Banque mondiale et les Philippines

Par Janette Loreto Garin, députée, Philippines
Membre du Conseil du RPsBM

En janvier, une déclaration de la Banque mondiale, qui excluait définitivement sept grandes entreprises de construction et un individu de tous les projets financés par la Banque, a créé de graves ondes de choc dans mon pays.

Après une « enquête approfondie » en interne, la Banque mondiale a décidé de l'exclusion pour pratiques collusoires de sept entreprises et d'un individu. Deux de ces exclusions sont permanentes – la sanction la plus lourde possible. Cette décision interdira de façon permanente la participation de ces sociétés à tous les projets financés par la Banque mondiale et conduit au blocage immédiat de quelque 33 millions de dollars EU (sur un prêt de 150 millions de dollars EU). Elle a également arrêté le projet national d'amélioration et d'entretien des routes aux Philippines s'élevant à plusieurs millions, qui était presque à terme. Le projet a jusqu'ici vu la construction de 382 kilomètres de nouvelles routes sur les 528 kilomètres ciblés, ainsi que l'entretien et l'amélioration de 975 des 1 000 kilomètres de routes prévus.

Sachant d'où reviennent mon pays et ses politiques, nous ne pouvons nous permettre d'ébranler notre position presque stable et solide aux yeux de la communauté internationale. Actuellement en développement et luttant toujours pour maintenir cette stabilité, notre pays a été secoué par la large couverture de cette corruption et importante collusion dans la presse mondiale.

La Banque mondiale – perçue comme une source vitale d'assistance financière et technique aux pays en développement dans le monde entier, y compris les Philippines – est devenue synonyme de reconstruction, développement, progrès et collaboration internationale.

Pendant des années, les Philippines ont, en coéquipier loyal, assumé leur rôle et collaboré pour la plus grande gloire d'une mondialisation durable et d'un progrès dynamique. Nous sommes devenus un pays membre « solvable » de la BM, bénéficiant de prêts à faible

intérêt, de crédits sans intérêt et de dons. Les projets de la Banque mondiale ont fait, et font, incontestablement, partie intégrante de la volonté de progrès de la nation philippine.

Quelle erreur les Philippines ont-elles commise ? La question a suscité un énorme débat et a, une fois encore, secoué le cœur même de la gouvernance et du gouvernement des Philippines.

Les entrepreneurs sanctionnés – des acteurs importants du secteur de la construction philippin – avancent qu'ils sont des victimes et qu'ils n'ont pas bénéficié d'une procédure équitable. Au cours de l'enquête menée par le Congrès des Philippines, les représentants de la BM basés dans le pays n'ont pas comparu, soutenant qu'ils sont là pour protéger les ressources de la Banque et que les failles législatives sont des préoccupations internes des pays concernés. Cette situation a entraîné une joute verbale avec les législateurs, qui a conduit à l'assignation à comparaître du Directeur-pays de la BM. Ce qui n'empêche que la Banque reste sur ses positions que le rapport d'enquête ne peut être communiqué.

Accusés d'avoir dissimulé le rapport de la BM au public, le ministre des Finances et l'Ombudsman national ont été appelés à démissionner.

Des fuites dans certaines parties du rapport ont entraîné d'anciens politiciens influents dans le débat, les accusant d'ingérence dans des projets financés par la Banque mondiale. Chacune des personnes liées au rapport a nié son implication et insisté sur le fait « qu'il n'y avait pas de véritable enquête ».

Le plus fort de la clameur médiatique exigeait la divulgation de copies officielles de tous les rapports de la Banque mondiale, y compris de 17 détails de participation. Cela a finalement fait apparaître le triste fait que la plupart des prêts octroyés aux pays en développement – y compris aux Philippines – ne subissent aucun examen législatif. Le fait que l'information est limitée à quelques personnes aggrave le dilemme actuel ainsi que la difficulté du Congrès à

exercer ses pouvoirs de surveillance. Le système a un effet des plus significatifs sur la transparence et la redevabilité des fonds de développement.

Il y a actuellement un besoin clair de poids et contrepoids, de transparence, de souplesse équitable de la part de la Banque mondiale et des pays membres, et envers eux. Des réformes sont nécessaires et urgentes au niveau des politiques de la Banque mondiale et de celles des pays membres. Les pouvoirs exécutif et législatif des États doivent être impliqués dans ces poids et contrepoids. Il faut des liens et des réseaux permettant une consultation transparente, la détermination des priorités pour les projets essentiels et une redevabilité adéquate.

Le travail n'a pas encore été fait. Les Philippines ne sont certainement pas encore à mi-chemin de la réalisation de l'objectif de leur mission et vision en

matière de la lutte contre la pauvreté. Au niveau du renforcement et de la stabilité du climat d'investissement, de l'amélioration du service public, de la réduction des vulnérabilités de son économie, de la gouvernance, de la gestion financière, de la gestion des risques de catastrophe ... il y a encore un long chemin à parcourir.

Même avec des millions d'assistance de la Banque mondiale, en tant que nation, nous n'en avons toujours pas fini avec notre travail. Nous avons donc besoin de supervision. Voilà comment nous devons penser mondialement et traduire cela localement en actions et en mesures. Les congrès et parlements des pays en développement interagissant avec ceux des pays développés et bailleurs de fonds – peuvent effectivement rendre l'aide réactive et efficace.



Philippines : Le gouvernement et la Banque mondiale Synthèse des consultations sur la nouvelle Stratégie d'aide-pays

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé, le 20 mars, qu'il avait terminé ses consultations avec les représentants du gouvernement philippin sur la Stratégie d'aide-pays (SAP) du Groupe de la Banque mondiale en cours d'élaboration, le cadre qui oriente le programme d'aide de la Banque aux Philippines. La nouvelle SAP proposée devrait être examinée par le Conseil des Administrateurs de la Banque à la fin avril 2009, et elle couvrira la période juillet 2009 à juin 2012.

Ancrée dans le Plan philippin de développement à moyen terme du gouvernement pour 2004 à 2010, la SAP proposée – une stratégie conjointe d'assistance de la Banque mondiale, de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) – met un plus grand accent sur la réduction de la pauvreté et la bonne gouvernance. Son objectif global est d'appuyer

le Gouvernement dans la réalisation d'une croissance inclusive en poursuivant les objectifs stratégiques suivants : la stabilité macro-économique, l'amélioration du climat d'investissement, l'amélioration des prestations des services publics et la réduction des vulnérabilités. En tant que cinquième objectif, transversal, la bonne gouvernance implique une mise en œuvre plus poussée de la gouvernance dans toutes les activités soutenues par la Banque.

Le Groupe de la Banque mondiale mettra sa stratégie en œuvre à travers des engagements aux niveaux national, local et du secteur privé. Le programme indicatif de financement de la Banque mondiale proposé pour les Philippines se situe entre 700 millions et un milliard de dollars EU par an pour la période juillet 2009 à juin 2012, avec un solide programme d'activités analytiques et de conseil.



A la une : le comité du RPsBM en Inde

Par Sambasiva Rao Kavuru, député, Inde
Président du Groupe du RPsBM en Inde

Le Groupe du RPsBM en Inde comprend 50 membres du Parlement, dont près de 10 ont assisté à la Conférence annuelle du RPsBM à Paris en 2008. Nous avons un Conseil composé de 12 membres. La constitution du groupe a été élaborée par un cabinet juridique, en consultation avec le Bureau de la Banque mondiale en Inde et le Secrétariat du RPsBM à Paris. Il a été enregistré comme ONG conformément aux lois indiennes à Delhi et son bureau se trouve actuellement à New Delhi (hébergé par son président), à environ 250 mètres du Bureau de la Banque mondiale en Inde.

Le niveau d'intérêt des parlementaires pour les activités du RPsBM est élevé. La Banque mondiale a manifesté un vif intérêt pour les activités de développement initiées par le gouvernement indien. En conséquence, le niveau de curiosité et le désir de s'associer avec la Banque mondiale pour donner forme à l'agenda de développement apparaît de plus en plus utile aux députés qui doivent apporter des réponses aux demandes toujours croissantes de développement économique et de croissance de leurs électeurs. Le Groupe du RPsBM de l'Inde a des dialogues fréquents avec le Représentant de la Banque mondiale en Inde. Le Bureau des affaires extérieures de la Banque mondiale en Inde a souvent été en contact avec le président et d'autres membres, c'est-à-dire, M. Suresh Prabhu, qui a été membre du Conseil mondial du RPsBM.

Les élections nationales apporteront un nouveau Parlement en juin 2009. Nous avons prévu en juillet 2009 une réunion du Conseil du RPsBM. Nos brochures et des formulaires de demande d'adhésion seront distribués aux nouveaux parlementaires. Les activités du Groupe reconstitué du RPsBM de l'Inde pourraient être finalisées au cours de la réunion de juillet.

Dans certains endroits de l'Inde, les niveaux de pauvreté sont plus importants qu'en Afrique subsaharienne. Le développement économique de ces régions exige que le pays leur fournisse des niveaux significatifs d'assistance au développement (pour des infrastructures modernes, l'éducation, les soins de santé, le logement, l'alimentation en eau dans les zones urbaines et rurales, l'irrigation et l'énergie, etc.) Les membres des comités économiques/financiers du Parlement sont très intéressés par un dialogue sur ces questions avec les responsables de la Banque mondiale et souhaitent les familiariser avec les contributions de leurs circonscriptions. Chaque député représente en moyenne deux millions de personnes. Nous avons 543 députés pour une population de 1,11 milliard de personnes.

Jusqu'à présent, toutes les dépenses du Groupe du RPsBM de l'Inde ont été payées grâce au soutien des contributions personnelles des membres et partenaires. Aucun fonds n'a été obtenu du Bureau de la Banque mondiale à New Delhi ni de dons ou subventions dont il a été question par le passé avec divers organismes ou organisations tant locales qu'internationales. Aucun frais d'adhésion n'a jamais été collecté et il n'a donc jamais été nécessaire de tenir des comptes. Nous n'avons jamais reçu d'aide financière ou contribution d'aucune sorte de la Banque mondiale ni du Secrétariat du RPsBM à Paris.

L'Inde est l'un des plus gros clients de la Banque mondiale. Chaque membre du parlement est au courant de l'aide au développement qui est fournie par la Banque mondiale. Les parlementaires souhaitant participer au dialogue avec la Banque mondiale sur leur Stratégie d'aide-pays (SAP) s'intéressent de plus en plus aux activités du RPsBM. Des demandes répétées de plus amples informations sur les projets de développement

financés par la Banque mondiale nous proviennent de la part des parlementaires. Les membres des assemblées législatives provinciales nous pressent également de leur donner la possibilité d'être entendus à propos des projets soutenus par la Banque mondiale dans leurs circonscriptions (en particulier lorsque les partis politiques des députés de ces régions sont rivaux). Des associations de juristes, des militants, des ONG, des services sociaux ou groupes environnementaux, des travailleurs de la

société civile et des associations de consommateurs demandent avec insistance un statut d'observateur.

Nous avons donc réalisé qu'il était nécessaire de mettre en place une section du Secrétariat qui a jusqu'ici été financé par le Président. Ces questions pourraient être abordées au cours de notre prochaine réunion en juillet 2009.



La stratégie pays actuelle de la Banque mondiale pour l'Inde s'inscrit tout à fait dans les propres priorités de développement de l'Inde

La stratégie de la Banque est guidée par les priorités du gouvernement indien exprimées dans le 11^e Plan quinquennal et par une série de consultations avec un large éventail de parties prenantes, dont des membres du gouvernement et de la société civile. Elle envisage un prêt de 14 milliards de dollars EU pour 2009-2012. Quelque 9,6 milliards de dollars EU de ce prêt viendraient de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et 4,4 milliards de l'Association internationale de développement (IDA).

Lors de la présentation de la nouvelle stratégie en décembre 2008, le conseiller économique de la Banque mondiale, Giovanna Prennushi, a souligné qu'il est essentiel de se pencher sur les grands déficits d'infrastructure de l'Inde pour stimuler la croissance et combler le fossé entre les riches et les pauvres. Aucune ville indienne ne distribue de l'eau 24 heures sur 24, seule la moitié de la population a accès à l'eau potable, et 40 % des 600 000 villages de l'Inde n'ont pas d'accès à une route. Dans les sept États à faible revenu (Bihar, Chhattisgarh, Jharkhand, Madhya Pradesh, Orissa, Rajasthan et Uttar Pradesh abritent près de 60 % des 300 millions de citoyens vivant en dessous du seuil de pauvreté), le Groupe de la Banque met l'accent sur la réduction de la pauvreté et l'assistance à ces États pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'appui aux États à revenu intermédiaire portera sur deux fronts : lutter contre la pauvreté dans les zones à la traîne dans ces États, et surmonter les défis nés de la croissance rapide, aujourd'hui compromise par la récession économique mondiale. La nouvelle stratégie appuiera certains États indiens à revenus intermédiaire comme l'Andhra Pradesh, le Karnataka, le Punjab, le Tamil Nadu, le Haryana, le Gujarat et le Maharashtra. La Société financière internationale (SFI), l'organisation affiliée à la Banque mondiale spécialisée dans le secteur privé, met en œuvre un vaste programme de lutte contre la pauvreté en Inde à travers l'investissement et le conseil sur l'inclusion économique, l'intégration régionale, le développement rural et les États indiens à faible revenu.

Les efforts de la Banque en Inde sont dirigés par Roberto Zaghera, le nouveau représentant de la Banque mondiale en Inde, nommé en janvier. Roberto Zaghera était précédemment conseiller principal du Vice-président en charge de l'Unité de réduction de la pauvreté et de gestion économique de la Banque mondiale. Il a récemment séjourné en Inde à l'occasion de la publication du rapport sur la croissance, siégeant en tant que secrétaire de la Commission indépendante sur la croissance et le développement.



Le coin de la Banque mondiale

Mise à jour sur les programmes et mécanismes mis en place par la Banque mondiale pour lutter contre la crise financière

En prenant appui sur les réformes déjà en cours, le Groupe de la Banque mondiale a rapidement réagi en augmentant et accélérant ses prêts, assistance et conseil aux pays en développement.

- Le Groupe de la Banque mondiale a lancé le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (*Global Food Price Crisis Response Program – GFRP*) d'un montant de 1,2 milliard de dollars EU pour accélérer l'assistance aux pays les plus durement touchés. Durant l'exercice 08/09, les prêts GFRP ont en moyenne été traités en moins de deux mois.

- Le Groupe de la Banque mondiale a mis en place un nouveau mécanisme pour activer le traitement de 2 milliards de dollars EU afin d'aider les pays les plus pauvres en accélérant les processus d'approbation des sommes provenant du fonds IDA 15 d'une valeur de 42 milliards de dollars EU. Les sommes seront utilisées pour les filets de protection sociale, les infrastructures, l'éducation et la santé. En février 2009, la Banque a approuvé 35 millions de dollars EU pour l'Arménie et 100 millions de dollars EU pour la République démocratique du Congo.

- La BIRD, l'organisme de prêts aux pays à revenu intermédiaire de la Banque mondiale, pourrait prendre de nouveaux engagements allant jusqu'à 100 milliards de dollars EU sur les trois prochaines années, selon l'annonce de la Banque faite en 2008. Cette année (2009), les prêts pourraient presque tripler pour atteindre plus de 35 milliards de dollars EU contre 13,5 milliards de dollars EU l'année dernière, pour répondre à la demande supplémentaire de nos partenaires en développement. En décembre 2008, la Banque a approuvé 500 millions de dollars EU destinés à la réforme structurelle en Ukraine pour aider à atténuer l'impact de la crise financière. La Banque a également accepté d'aider l'Inde avec 3 milliards de dollars EU d'investissements supplémentaires, dans le cadre de la nouvelle stratégie-pays de la Banque. En mars 2009, la Banque a approuvé un prêt conditionnel de 2 milliards de dollars EU à l'Indonésie, uniquement conçu comme

une assurance pour le pays au cas où la crise financière mondiale empirerait.

- Le Groupe de la Banque mondiale fournira un appui d'environ 7,5 milliards d'euros pour aider le secteur bancaire de l'Europe de l'Est et pour financer les prêts aux entreprises touchées par la crise économique mondiale. Ce soutien financier inclura des fonds propres et le financement de la dette, des lignes de crédit et l'assurance du risque politique.

- La BIRD a l'intention d'augmenter les prêts en Europe et en Asie centrale jusqu'à 16 milliards d'euros en 2009-2010. Elle envisage d'ajouter 3,5 milliards d'euros à cette somme pour répondre aux problèmes du secteur bancaire dans l'Europe émergente.

- L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournira une capacité d'assurance du risque politique allant jusqu'à 2 milliards d'euros pour les prêts bancaires soumis à l'approbation du Conseil.

- La SFI, l'organisme en charge du secteur privé du Groupe de la Banque mondiale, devrait contribuer à hauteur de 2 milliards d'euros, à travers ses initiatives de réponse à la crise dans des secteurs incluant la banque, les infrastructures et le commerce ainsi qu'à travers ses investissements traditionnels et ses services de conseil.

Par l'intermédiaire de la SFI, le Groupe de la Banque mondiale dynamise le soutien au secteur privé grâce au lancement ou à l'expansion de cinq initiatives conçues pour mobiliser les fonds du bailleur de fonds et du secteur privé.

- Assurer les flux commerciaux : La SFI est en train de doubler son Programme de financement du commerce mondial, le portant à 3 milliards de dollars EU sur trois ans et mobilisant des fonds provenant d'autres sources. Le Japon a promis 1 milliard de dollars EU.

- Soutenir les systèmes bancaires en détresse : Lancement d'un fonds d'actions mondial pour recapitaliser les banques en détresse des marchés émergents de petite taille, où la SFI prévoit d'investir 1 milliard de dollars EU sur trois ans et le Japon 2 milliards de dollars EU.

- Maintenir les projets d'infrastructure en cours : La SFI prévoit d'investir au moins 300 millions de dollars EU sur trois ans et de mobiliser au moins 1,5 milliard de dollars EU provenant d'autres sources pour fournir une reconduction de refinancement et aider à recapitaliser des projets d'infrastructure viables – routes, ports et lignes de transport d'énergie – confrontés à une détresse financière, à travers un nouveau mécanisme de crise pour les infrastructures. L'Allemagne a promis 100 millions d'euros pour le mécanisme.

- Modifier les services de soutien consultatifs : Recentrer les programmes de services consultatifs existants pour aider les clients à faire face à la crise. La SFI estime le besoin de financement à au moins 40 millions de dollars EU sur trois ans.

- Appuyer les institutions de microfinance : Un nouveau mécanisme d'amélioration de la microfinance d'un montant de 500 millions de dollars EU fournira un refinancement à plus de 100 institutions de microfinance dans un maximum de 40 des pays les plus pauvres du monde, atteignant jusqu'à 60 millions d'emprunteurs à faible revenu.

Le Fonds de vulnérabilité

La Banque appelle les pays développés à attribuer 0,7 % de leurs plans de relance, ou autant qu'ils le peuvent, en sommes complémentaires, à un fonds mondial de vulnérabilité destiné à aider les pays en développement qui ne peuvent se permettre des opérations de sauvetage et les déficits correspondants. Ce fonds de vulnérabilité n'est pas une entité nouvelle mais une cible fixée aux pays développés pour augmenter leur aide aux acteurs du développement

Récents rapports de la Banque mondiale :

Lutter contre la marée, comment les pays en développement font face à la crise mondiale

La brusque contraction mondiale affecte aussi bien les pays avancés que les pays en développement. La production industrielle mondiale a baissé de 20 % au

existants (agences d'aide nationales ; agences de l'ONU ; banques multilatérales de développement ; organisations non gouvernementales, etc.) Le fonds se concentrera sur trois priorités : programmes de filet de protection sociale ; investissements dans l'infrastructure ; soutien aux petites et moyennes entreprises.

Partenariats

La BERD, le Groupe de la BEI et le Groupe de la Banque mondiale – les plus grands investisseurs et prêteurs multilatéraux en Europe de l'Est – se sont engagés à fournir jusqu'à 24,5 milliards d'euros (31 milliards de dollars EU) pour appuyer les secteurs bancaires en Europe de l'Est et pour financer les prêts aux entreprises touchées par la crise économique mondiale.

Le Groupe de la Banque mondiale collabore avec le FMI et d'autres organisations pour aider les gouvernements et le secteur privé des pays à travers des prêts, des investissements en actions, des outils innovants et des programmes de filets de protection sociale. Un ensemble de mesures est en cours en Hongrie, pour lequel la Banque mondiale est prête à fournir 1 milliard d'euros pour un programme appuyé par l'Union européenne et le FMI. La Banque a également obtenu l'accord de la Lettonie avec le FMI sur un ensemble de politiques visant les vulnérabilités économiques et financières.

Le Groupe de la Banque mondiale pense que le G7 n'est pas adéquat et propose un nouveau groupe élargi pour s'attaquer aux principaux défis économiques.

Le Groupe de la Banque mondiale cherche également à renforcer la collaboration au sein des institutions multilatérales de développement, dans le but de soutenir une croissance économique à long terme en phase avec les Objectifs du Millénaire pour le développement.

cours du quatrième trimestre de 2008, tandis que l'activité des pays à revenu élevé et en développement ont chuté de respectivement 25 et 15 %. Les pays de

l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale ainsi que les producteurs de biens d'investissement ont été particulièrement touchés. Le PIB mondial baissera cette année pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, avec une croissance à moins de 5 points de pourcentage en dessous du potentiel. Le commerce mondial est sur le point d'enregistrer sa baisse la plus forte en 80 ans, les pertes les plus conséquentes étant enregistrées en Asie de l'Est, sous l'effet d'une combinaison de baisses des volumes, de chutes des prix et de dépréciations des devises.

Les conditions financières auxquelles les pays en développement sont confrontés se sont fortement détériorées. La Banque mondiale estime que les besoins de financement non satisfaits des pays en développement se situent dans une fourchette allant de 270 à 700 milliards de dollars EU, selon la sévérité de la crise économique et financière, la force et le rythme des réponses politiques. Même dans le plus optimiste de ces scénarios, les ressources existantes des institutions financières internationales seraient insuffisantes pour répondre aux besoins de financement de cette année. Dans le scénario plus pessimiste, les besoins de financement non couverts seront énormes.

La crise financière aura des implications à long terme sur les pays en développement. L'émission de dette souveraine par les pays à revenu élevé est vouée à augmenter considérablement et à dépasser celle de nombreux émetteurs des pays en développement (privés et publics). Plusieurs institutions qui ont fourni une intermédiation financière aux clients des pays en développement ont virtuellement disparu. Les pays en développement seront probablement confrontés à des marges plus élevées et à des flux de capitaux plus faibles qu'au cours des 7 à 8 dernières années, ce qui entraînera des investissements plus faibles et une croissance plus lente à l'avenir.

Autres rapports récents de la Banque mondiale

Chiffres de la croissance ajustés

Même si l'économie réelle de la Chine a été durement touchée par la crise mondiale, elle tient toujours bon, selon la dernière Mise à jour trimestrielle de la Banque

Le défi auquel les pays en développement sont confrontés est de savoir comment, avec moins de ressources, poursuivre les politiques qui peuvent protéger ou étendre les dépenses critiques, y compris les filets de protection sociale, le développement humain et les infrastructures essentielles. Cela sera particulièrement difficile pour les pays à faible revenu (PFR) : le ralentissement de la croissance va probablement augmenter le degré de privation des pauvres existants étant donné qu'un grand nombre d'entre eux se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté et sont particulièrement vulnérables à la volatilité économique et aux ralentissements temporaires. Beaucoup des PFR les plus affectés sont très dépendants des flux concessionnels officiels, qui seront sous pression dans les pays donateurs de fonds confrontés à leurs propres défis budgétaires.

Il y a donc un besoin fort de développer l'assistance aux PFR pour protéger les dépenses critiques et empêcher une érosion des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté. L'attention doit être dirigée vers la protection des pauvres par des dépenses sociales ciblées, notamment l'extension des filets de protection sociale, et vers le maintien et l'expansion des actifs d'infrastructure qui seront essentiels pour restaurer la croissance après la crise. Un effort concerté est également requis pour appuyer le secteur privé, les PME en particulier, qui est essentiel pour une reprise de la croissance et la création d'emplois dans les pays en développement. La création d'un Fonds mondial de la vulnérabilité, financé par une modeste partie des plans de relance des pays avancés, pourrait mettre du temps à fournir les ressources nécessaires pour concrétiser ces efforts.

Le rapport complet, préparé pour la réunion des ministres des Finances du G20 les 13 et 14 mars peut être trouvé à l'adresse suivante :

<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/swimmingagainstthetide-march2009.pdf>

mondiale sur la Chine publiée en mars. Cette Mise à jour, une évaluation régulière de l'économie chinoise, montre que les banques chinoises ont été largement épargnées par les turbulences financières internationales et que l'économie a toujours encore de

la marge de marge pour mettre en œuvre des mesures de relance vigoureuses. Cependant, alors que la crise mondiale s'est intensifiée, les exportations chinoises ont été fortement touchées, affectant les investissements basés sur le marché et l'opinion, notamment dans le secteur de l'industrie. Au vu de ces éléments, la Banque mondiale est en train de revoir à la baisse sa prévision de croissance du PIB chinois à 6,5 % en 2009. Cela suit également le récent déclassement des prévisions de la Banque mondiale pour la croissance du PIB et des importations mondiales en 2009.

Téléchargez le rapport complet sur <http://go.worldbank.org/QR685IVMPO>

Montée des mesures protectionnistes

Depuis que les dirigeants du G20 ont signé, en novembre 2008, l'engagement d'éviter les mesures protectionnistes, plusieurs pays, y compris 17 des pays du G20, ont mis en œuvre 47 mesures qui restreignent le commerce au dépend des autres pays, comme le montre une étude de la Banque mondiale publiée en mars. Depuis le début de la crise financière, 78 mesures commerciales ont été proposées ou mises en œuvre, selon la liste de surveillance des mesures commerciales et liées au commerce établie par la Banque mondiale. Parmi elles, 66 impliquaient des restrictions commerciales, et 47 mesures de restriction commerciale sont finalement entrées en vigueur. Les effets de ces mesures devraient être mineurs par rapport à la taille des marchés non affectés, mais l'impact est très négatif sur certains exportateurs exclus des marchés.

Téléchargez le rapport complet sur http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Trade_Note_37.pdf

Vulnérabilité des femmes et des enfants

Une étude de la Banque mondiale sur la vulnérabilité des femmes et des enfants, publiée en mars, a montré que la crise financière mondiale actuelle, combinée aux récentes augmentations des prix alimentaires, aura dans les pays pauvres des conséquences sérieuses pour les femmes et les enfants. Les conséquences incluent un taux de mortalité infantile plus élevé, un

plus grand nombre de filles retirées de l'école et une réduction des revenus des femmes.

De nouvelles estimations de la Banque mondiale identifient 33 pays en développement où les femmes et les filles vivant dans des ménages pauvres sont particulièrement vulnérables aux effets des crises mondiales économique et alimentaire. Quinze de ces pays, principalement en Afrique subsaharienne, devraient connaître à la fois un faible taux de scolarisation des filles et des taux de mortalité infantile et des nourrissons élevés, ainsi qu'un ralentissement de la croissance économique, qui rendront la situation des femmes et des filles particulièrement précaires.

Téléchargez le rapport complet sur <http://www.worldbank.org/html/extdr/financialcrisis/pdf/Women-Children-Vulnerability-March09.pdf>

Note sur les pays vulnérables

Dans sa note sur les pays vulnérables publiée en février, le Groupe de la Banque mondiale avance que l'expansion de la crise économique mondiale est en train de piéger dans la pauvreté jusqu'à 53 millions de personnes supplémentaires dans les pays en développement et, avec les taux de mortalité infantile voués à augmenter, menace sérieusement l'atteinte des cibles convenues au niveau international pour vaincre la pauvreté. La note indique les pays en développement les plus touchés.

Téléchargez le document sur <http://go.worldbank.org/WJ3PU77R20>

Implications de la crise financière pour les politiques macro-économiques et financières

Un document de recherche sur les implications de la crise financière pour les politiques macro-économiques et financières a été publié en janvier. Il se base sur un ensemble important d'éléments prouvés par la recherche et sur les expériences des pays.

Téléchargez le document de recherche sur http://wwwds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2009/01/05/000158349_20090105103551/Rendered/PDF/WPS4807.pdf

Autres

Voix et participation : Commission de haut niveau et réformes

En mars, la Banque mondiale a annoncé la mise en place d'une commission de haut niveau indépendante dont la tâche est de faire des recommandations sur la manière dont l'institution est gouvernée, pour lui permettre de mieux remplir sa mission de lutte contre la pauvreté. La Commission a été créée par le président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, en octobre 2008, pour qu'elle se concentre sur la modernisation de la gouvernance du Groupe de la Banque mondiale afin que celui-ci puisse opérer de manière plus dynamique, efficace, efficiente et légitime dans une économie politique mondiale en évolution. Elle présentera son rapport lors des Réunions annuelles du Groupe de la Banque mondiale en octobre 2009. Les 12 membres de la Commission, présidée par l'ancien président mexicain Ernesto Zedillo, ont occupé ou occupent des postes de cadres supérieurs au niveau international et proviennent de pays développés et en développement.

Récemment, le Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale a approuvé une première phase de réformes visant à augmenter l'influence des pays en développement au sein du Groupe de la Banque mondiale, notamment en ajoutant un siège pour l'Afrique subsaharienne afin de permettre aux pays en développement de détenir une majorité de sièges au Conseil d'administration, et en augmentant leurs votes

et leurs parts de capital. Depuis que Zoellick est devenu président du Groupe de la Banque mondiale, 7 des 9 personnes nommées à des postes de cadres supérieurs proviennent des pays en développement.

Pour plus d'information, voir :

<http://go.worldbank.org/VZYL06ICK0>

Les Réunions de printemps 2009 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

Les Réunions de printemps 2009 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) auront lieu les 25 et 26 avril à Washington D.C. Le site Internet ci-dessous vous mènera au calendrier des événements, et les ordres du jour du Comité du développement de la Banque mondiale et du FMI, et du Comité monétaire et financier international du FMI seront mis à disposition sur ce site à l'approche de la date des réunions.

<http://www.imf.org/external/spring/2009/index.htm>

Pour plus d'information sur le Comité du développement, le Comité monétaire et financier international et d'autres comités, groupes et clubs dont les activités sont importantes pour le travail du FMI, veuillez vous référer à la fiche d'information du FMI sur le site :

<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/groups.htm>
#IC

Une publication du RPsBM-PNoWB...



Envoyer vos articles pour le Network News de juin à secretariat@pnorb.org

Disponible en français grâce au soutien de l'

